



CHAPITRE 52

Loi des courtiers d'assurances du Québec

[Sanctionnée le 11 juillet 1963]

CHAPTER 52

Quebec Insurance Brokers Act

[Assented to 11th July 1963]

Préam-
bule.

ATTENDU que l'Association des courtiers d'assurance de la province de Québec a représenté par sa pétition:

Qu'elle est régie par la loi 10 George VI, chapitre 90;

Que l'association a besoin de pouvoirs additionnels;

Qu'en particulier il y a lieu de restreindre pour l'avenir, tout en respectant les droits acquis, le droit d'agir comme courtiers d'assurances aux seuls membres de l'Association;

Attendu qu'il y a lieu de faire droit à cette demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Interpré-
tation:

"Associa-
tion";

"Conseil";

"directeur
général";

"membre
en règle";

"courtier
d'assu-
rances";

1. Dans la présente loi, les expressions suivantes signifient:

a) "Association", l'Association des courtiers d'assurances de la province de Québec;

b) "Conseil", le Conseil d'administration de l'Association;

c) "directeur général", le directeur général de l'Association;

d) "membre en règle", un membre de l'Association qui n'est sous le coup d'aucune suspension et qui ne doit à l'Association aucun montant pour amende, ou dépens ni aucun montant pour cotisation en retard de plus de trois mois;

e) "courtier d'assurances", un agent au sens de l'article 132 de la Loi des assu-

WHEREAS the Insurance Brokers' Association of the Province of Québec has, by its petition, represented:

That it is governed by the act 10 George VI, chapter 90;

That the Association needs additional powers;

That in particular it is expedient to restrict for the future, while respecting acquired rights, the right to act as insurance brokers to members of the Association only;

Whereas it is expedient to grant such prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. In this act, the following expressions

mean:

a. "Association", the Insurance Bro-

kers' Association of the Province of

Quebec;

b. "Board", the Board of Directors of

the Association;

c. "manager", the manager of the

Association;

d. "member in good standing", any member of the Association who is not under suspension and is not indebted to the Association for any fine or costs nor for any fees more than three months in arrears;

e. "insurance broker", an agent within the meaning of section 132 of the Quebec

Preamble.

Meaning:

"Associa-
tion";

"Board";

"mana-
ger";

"member
in good
standing";

"insu-
rance
broker";

rances de Québec, qui ne transige pas exclusivement des affaires d'assurance sur la personne et qui, pour d'autres classes d'assurances, ne traite pas avec un seul assureur ou un seul groupe d'assureurs sous gérance commune, que cet agent détienne ou non un contrat d'agence de cet assureur, ou groupe d'assureurs;

"règlements".

f) "règlements", les règlements de l'Association.

Corporation continuée.

2. La corporation connue sous le nom de "l'Association des courtiers d'assurances de la province de Québec" en français, et de "Insurance Brokers Association of the Province of Quebec" en anglais, est continuée en existence avec tous les droits et privilèges dont elle est revêtue et tous les devoirs et obligations auxquels elle est assujettie sauf les modifications apportées par la présente loi.

Pouvoirs généraux.

3. L'Association a succession perpétuelle et un sceau commun avec pouvoir de le modifier ou de le changer à sa discrétion; sous son nom corporatif, elle peut ester en justice, acquérir, prendre ou posséder des biens meubles ou immeubles et les aliéner ou hypothéquer sauf que la valeur de ses biens immeubles ne peut excéder \$200,000.

Règlementation.

4. L'Association peut faire, modifier ou abroger des règlements relativement à

a) sa régie interne;
b) le maintien de l'honneur, de la dignité et de la discipline de la profession de courtier d'assurances, de l'Association et de ses membres et en particulier la définition des actes considérés comme dérogatoires à l'honneur, à la dignité ou à la discipline de la profession et les peines qui peuvent être imposées;

c) la détermination des conditions d'admission, de suspension, d'expulsion et de réadmission des membres de l'Association; et

d) toute autre matière que, suivant la présente loi, elle a le pouvoir de régler.

Procédure.

5. Les règlements sont édictés ou, selon le cas, modifiés ou abrogés par décision du Conseil, mais ces règlements,

Insurance Act, who does not deal exclusively in insurance of the person and who, with respect to other categories of insurance, does not deal with only one insurer or only one group of insurers under joint management, whether or not he has an agency contract with such insurer or group of insurers;

f. "by-laws", the by-laws of the Association.

"by-laws".

2. The corporation known as the "Insurance Brokers' Association of the Province of Quebec" in English, and "l'Association des courtiers d'assurances de la province de Québec" in French, shall continue to exist with all the rights and privileges with which it is vested and all the duties and obligations to which it is subject, saving the changes made by this act.

Corporate existence continued.

3. The Association shall have perpetual succession and a common seal with the power to change or alter it at will; under its corporate name it may appear before the courts, acquire, hold or possess moveable or immovable property and alienate or hypothecate the same, save that the value of its immovable property must not exceed \$200,000.

General powers.

4. The Association may make, amend or repeal by-laws respecting

a. its internal management;
b. the upholding of the honour, dignity and discipline of the profession of insurance broker, of the Association and of its members and particularly the definition of acts deemed derogatory to the honour, dignity or discipline of the profession and the penalties which may be imposed;

c. the determination of the conditions of admission, suspension, expulsion and readmission of members of the Association; and

d. any other matter which this act empowers it to regulate.

Procedure.

5. The by-laws shall be enacted, and amended or repealed as the case may be, by decision of the Board, but such by-

modifications ou abrogations n'ont effet qu'après

a) ratification par le vote de la majorité des membres de l'Association présents à leur assemblée annuelle ou à une assemblée spéciale convoquée à cette fin et ayant quorum;

b) approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, et

c) publication dans la *Gazette Officielle de Québec* d'un avis de ces ratification et approbation.

Règle-
ments
actuels.

6. Les règlements actuels de l'Association non incompatibles avec les dispositions de la présente loi demeureront en vigueur pour une période de douze mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, à moins qu'ils ne soient plus tôt remplacés ou abrogés.

Actes dé-
rogatoires.

7. Nonobstant toute disposition des règlements, constitue un acte dérogatoire à l'honneur, à la dignité et à la discipline de la profession de courtier d'assurances, punissable selon la procédure édictée à l'article 25, le fait pour un membre, ou une corporation dont il est officier ou administrateur,

a) de commettre une infraction à la Loi des assurances de Québec ou un acte visé à l'article 138 de ladite loi;

b) de faire défaut sans excuse légitime de payer à un assureur sur demande ou au temps déterminé les primes qu'il a perçues pour lui;

c) d'être déclaré coupable d'un acte criminel par jugement définitif d'un tribunal compétent.

Titres.

8. L'Association a le droit exclusif de conférer à ceux de ses membres qui se sont conformés aux conditions établies à cet effet dans ses règlements, le titre de "courtier d'assurances agréé", en abrégé "C. d'A.A." ou "courtier d'assurances associé", en abrégé "C. d'A.Ass".

Idem.

Les membres de l'Association à qui l'un de ces titres a déjà été conféré le conservent après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Membres.

9. Sont membres de l'Association:

laws, amendments or repeals shall not have effect until after

a. ratification by a vote of the majority of the members of the Association present at their annual meeting or at a special meeting called for such purpose and at which there is a quorum;

b. approval by the Lieutenant-Governor in Council, and

c. publication in the *Quebec Official Gazette* of a notice of such ratification and approval.

6. The existing by-laws of the Association not inconsistent with the provisions of this act shall remain in force for a period of twelve months from the coming into force of this act, unless previously replaced or repealed. Existing by-laws.

7. Notwithstanding any provision of the by-laws, it shall be an act derogatory to the honour, dignity and discipline of the profession of insurance broker, punishable in accordance with the procedure enacted in section 25, for a member, or a corporation of which he is an officer or director, Derogatory acts.

a. to commit an offence against the Quebec Insurance Act or an act contemplated in section 138 of the said act;

b. to fail, without legitimate excuse, to pay to an insurer on demand or at the time fixed the premiums which he has collected for him;

c. to be found guilty of an indictable offence by final judgment of a court of competent jurisdiction.

8. The Association shall have the exclusive right to confer on those of its members who have fulfilled the conditions established for such purpose in its by-laws, the title of "chartered insurance broker", in abridged form "C.I.B." or "associate insurance broker", in abridged form "A.I.B." Titles

The members of the Association on whom either of such titles has already been conferred shall retain the same after the coming into force of this act. Idem.

9. The following shall be members of the Association: Members.

a) toutes les personnes physiques qui à l'entrée en vigueur de la présente loi sont membres de l'Association;

b) toute personne physique qui est admise comme membre de l'Association suivant les règlements; et

c) toute personne physique qui,
(i) lors de l'entrée en vigueur de la présente loi et, sans interruption excédant trente jours, jusqu'au moment de sa demande ci-après mentionnée, est détentrice d'une licence d'agent délivrée par le surintendant des assurances et valable pour des classes d'assurances autres que l'assurance sur la personne, et fait affaires dans la province comme courtier d'assurances, et

(ii) transmet au directeur général un avis écrit qu'elle désire devenir membre de l'Association, avec la somme fixée par les règlements pour cotisation annuelle et fait parvenir au surintendant des assurances copie de cet avis.

a. all natural persons who at the coming into force of this act are members of the Association;

b. every natural person who is admitted a member of the Association in accordance with the by-laws; and

c. every natural person who,
(i) at the coming into force of this act and, without interruption exceeding thirty days, until the time of his application hereinafter mentioned, is the holder of an agent's license issued by the Superintendent of Insurance and valid for categories of insurance other than insurance of the person, and carries on business in the Province as an insurance broker, and

(ii) forwards to the manager a written notice that he wishes to become a member of the Association, with the amount fixed by the by-laws as an annual contribution, and sends a copy of such notice to the Superintendent of Insurance.

Membres
spéciaux.

10. Tout courtier en assurances, ayant sa principale place d'affaires en dehors de la province et n'y ayant pas de place d'affaires permanente, peut par résolution du Conseil être admis comme membre spécial de l'Association.

Condi-
tions d'ad-
mission.

Le Conseil fixe, par règlement ou résolution, les conditions d'admission des membres spéciaux ainsi que leurs privilèges et obligations y compris les cotisations qu'ils doivent verser.

10. Any insurance broker, having his principal place of business outside the Province and no permanent place of business therein, may by resolution of the Board be admitted as a special member of the Association.

Special
members.

The Board shall determine, by by-law or resolution, the conditions of admission of special members and their privileges and obligations including the contributions they must pay.

Condi-
tions of
admis-
sion.

Appel.

11. Toute décision du Conseil refusant d'admettre ou de ré-admettre une personne comme membre, sauf comme membre spécial, de l'Association est susceptible d'appel dans les quinze jours au surintendant des assurances suivant l'article 25.

11. Any decision of the Board refusing to admit or re-admit a person as a member, except as a special member, of the Association may be appealed within fifteen days to the Superintendent of Insurance in accordance with section 25.

Appeal.

Assemblée
annuelle.

12. 1. Les membres de l'Association se réunissent en assemblée annuelle au moins une fois par année à la date et au lieu déterminés par les règlements.

Assem-
blées spé-
ciales.

2. Ils se réunissent de plus en assemblée spéciale aussi souvent que les affaires de l'Association l'exigent, suivant convocation du directeur général, transmise suivant les règlements, à la demande du président ou d'un vice-président, sur résolution du Conseil ou sur réquisition écrite d'au moins dix membres du Conseil ou cin-

12. 1. The members of the Association shall hold an annual meeting at least once a year on the date and at the place fixed by the by-laws.

Annual
meeting.

2. They shall also hold a special meeting whenever the business of the Association so requires, at the call of the manager sent in accordance with the by-laws, at the request of the president or a vice-president, upon resolution of the Board or the written requisition of at least ten members of the Board or fifty members

Special
meetings.

quante membres en règle, adressée au directeur général et spécifiant l'objet de cette assemblée.

Défaut
de convo-
cation.

3. Au défaut du directeur général de convoquer l'assemblée spéciale dans les dix jours de la réception de telle résolution ou réquisition, cette assemblée peut être convoquée par un membre du Conseil dans le cas où elle est requise par résolution du Conseil et par les requérants dans tout autre cas.

Quorum.

13. 1. Cinquante membres en règle présents en personne constituent un quorum à toute assemblée annuelle ou spéciale.

Vote.

2. Aucun vote par procuration n'est valide.

Idem.

3. Seuls les membres en règle peuvent voter à une assemblée de l'Association.

Cotisa-
tion.

14. 1. Chaque membre doit payer à l'Association la cotisation fixée par les règlements; cette cotisation fait partie des fonds généraux de l'Association.

Suspen-
sion.

2. Tout membre qui fait défaut de payer cette cotisation dans les trois mois de la date où elle est exigible est automatiquement suspendu.

Cessation
de sus-
pension.

3. Tout membre ainsi suspendu peut faire cesser cette suspension en payant à l'Association, avec intérêt au taux de 6% l'an, la cotisation pour le non paiement de laquelle il a été suspendu ainsi que toute autre cotisation qu'il aurait eu à payer si cette suspension n'avait pas eu lieu, ou en se conformant aux conditions imposées par l'Association et lui payant tout montant moindre établi par règlement.

Conseil
d'admini-
stration.

15. Les affaires de l'Association sont administrées par un Conseil d'administration d'au moins quinze et d'au plus trente-cinq membres dont au moins les deux tiers doivent porter le titre de "courtier d'assurances agréé".

Élection
et durée
d'office.

16. Les membres du Conseil sont élus chaque année à l'assemblée annuelle de l'Association et restent en office pendant un an à compter de leur élection et jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Conseil
actuel.

Le Conseil actuel de l'Association demeure en fonctions jusqu'à la prochaine assemblée annuelle de l'Association.

in good standing, addressed to the manager and stating the object of such meeting.

3. On failure by the manager to call the special meeting within ten days of receipt of such resolution or requisition, such meeting may be called by a member of the Board if it is required by resolution of the Board and by the petitioners in all other cases.

Failure
to call
special
meeting.

13. 1. Fifty members in good standing present in person shall constitute a quorum at any annual or special meeting.

Quorum.

2. No vote by proxy shall be valid.

Voting.

3. Only members in good standing shall vote at any meeting of the Association.

Idem.

14. 1. Every member shall pay to the Association the contribution fixed by the by-laws; such contribution shall form part of the general funds of the Association.

Contri-
bution.

2. Any member who fails to pay such contribution within three months from the date on which it falls due shall be automatically suspended.

Suspen-
sion.

3. Any member so suspended may terminate such suspension by paying to the Association, with interest at 6% per annum, the contribution for the non-payment of which he was suspended and any other contribution which he would have had to pay if such suspension had not taken place, or by complying with the conditions imposed by the Association and paying thereto any lesser amount established by by-law.

Reinstatement.

15. The affairs of the Association shall be managed by a Board of Directors of at least fifteen and not more than thirty-five members, at least two-thirds of whom must bear the title of "chartered insurance broker".

Board of
Directors.

16. The members of the Board shall be elected each year at the annual meeting of the Association and shall remain in office for one year from their election and until their successors are elected.

Election
and term
of office.

The present Board of the Association shall remain in office until the next annual meeting of the Association.

Present
Board.

Durée de
trois ans.

17. L'Association peut, par règlement, prévoir l'élection des membres du Conseil pour trois ans, le Conseil devant se renouveler par tiers chaque année à l'assemblée annuelle, et décréter que tous ou quelques-uns des membres du Conseil devront résider et faire affaires dans certaines régions spécifiées de la province.

17. The Association, by by-law, may provide for the election of the members of the Board for three years, one-third of the Board to be replaced each year at the annual meeting, and order that all or some of the members of the Board must reside and carry on business in certain specified regions of the Province.

Three-
year
term.

Qualité
requis.

18. Seul un membre en règle peut être élu membre du Conseil.

18. Only a member in good standing may be elected a member of the Board.

Qualifi-
cation.

Vacances.

19. Le poste de membre du Conseil devient vacant si le titulaire

- a) décède;
- b) cesse d'être membre en règle;

c) tombe sous le coup d'une peine disciplinaire d'expulsion, suspension ou amende imposée par le surintendant des assurances ou l'association;

d) est interdit ou pourvu d'un conseil judiciaire;

e) fait faillite ou est administrateur d'une corporation qui fait affaires comme courtier d'assurances et devient insolvable ou en faillite;

f) transmet au directeur général sa démission par écrit.

19. The office of member of the Board shall become vacant if the holder

- a. dies;
- b. ceases to be a member in good standing;

c. incurs a disciplinary penalty of expulsion, suspension or fine imposed by the Superintendent of Insurance or the Association;

d. is interdicted or provided with a judicial adviser;

e. goes bankrupt or is a director of a corporation which does business as an insurance broker and becomes insolvent or bankrupt;

f. forwards to the manager his resignation in writing.

Vacancies
on Board.

Idem.

20. Le Conseil peut remplir toute vacance survenue parmi ses membres.

20. The Board may fill any vacancy occurring among its members.

Idem.

Quorum.

21. Sept membres du Conseil présents en personne ou tout autre nombre plus élevé fixé par les règlements constituent un quorum.

21. Seven members of the Board present in person, or any greater number fixed by the by-laws, shall constitute a quorum.

Quorum.

Réunions
du Con-
seil.

22. Le Conseil se réunit aussi souvent que les affaires de l'Association l'exigent et à toute réunion tout membre du Conseil présent a droit à un vote, sauf le président de la réunion qui ne vote qu'au cas d'égalité des voix.

22. The Board shall meet as often as the business of the Association requires and at any meeting any member of the Board who is present shall be entitled to one vote, except the chairman of the meeting who shall vote only in the case of a tie.

Meetings
of Board.

Officiers
élus.

23. 1. A sa première réunion suivant chaque assemblée annuelle, le Conseil élit parmi ses membres un président du Conseil, un président de l'Association, autant de vice-présidents qu'il le juge à propos, et un trésorier; ces officiers restent en fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

23. 1. At its first meeting after each annual meeting, the Board shall elect from among its members a chairman of the Board, a president of the Association, as many vice-presidents as it deems proper, and a treasurer; such officers shall remain in office until their successors are elected.

Elective
officers.

Directeur
général.

2. Le Conseil doit nommer un directeur général qui agit en même temps comme secrétaire, fixer sa rémunération et la durée de ses fonctions. Il ne peut le destituer que sur le vote affirmatif d'au moins les deux tiers de ses membres en fonctions.

Autres
officiers,
etc.

3. Le Conseil peut également nommer tous autres fonctionnaires ou employés de l'Association, fixer leur rémunération et les destituer.

Bureau de
discipline,
etc.

24. 1. Le Conseil doit par règlement constituer un bureau de discipline ainsi qu'un comité d'éthique professionnelle.

Comité
exécutif,
etc.

2. Le Conseil peut également, par règlement, constituer un comité exécutif et en déterminer les pouvoirs, ainsi que tout autre comité ou commission qu'il juge à propos.

Président,
etc.

3. Chaque comité a comme président un membre du Conseil désigné par ce dernier; sauf dans le cas du comité exécutif, dont tous les membres doivent être membres du Conseil, tout membre en règle peut devenir membre d'un comité.

Vacances.

4. Le poste de membre d'un comité devient vacant dans les mêmes circonstances que celui de membre du Conseil.

Bureau
de disci-
pline.

25. 1. Le bureau de discipline connaît en première instance de toute plainte portée contre un membre de l'Association pour violation des règlements ou de la présente loi.

Décisions
sur
plaintes.

2. Aux fins de décider toute plainte, le bureau de discipline doit entendre les parties ou leur fournir l'occasion raisonnable d'être entendues, la procédure à cette fin devant être établie par règlement. Il a, pour l'assignation et l'examen des témoins et pour la production de documents, les mêmes pouvoirs que la Cour supérieure; tout refus d'une personne assignée de comparaître ou d'un témoin de prêter serment ou de répondre aux questions légalement posées ou de produire les documents qu'il est légalement tenu de produire est punissable sur requête sommaire adressée à la Cour supérieure, comme si ce refus avait eu lieu devant ladite cour. Pour le surplus, les règles du Code de procédure civile s'appliquent *mutatis mutandis*, sauf

2. The Board shall appoint a manager who shall act also as secretary, fix his remuneration and his term of office. It may dismiss him only on the affirmative vote of at least two-thirds of its members in office.

3. The Board may also appoint any other officers or employees of the Association, fix their remuneration and dismiss them.

24. 1. The Board shall establish, by by-law, a committee on discipline and a committee on professional ethics.

2. The Board may also establish, by by-law, an executive committee and determine the powers thereof, as well as any other committee or commission that it deems expedient.

3. Each committee shall have as chairman a member of the Board appointed by the Board; except in the case of the executive committee, all the members of which must be members of the Board, any member in good standing may become a member of a committee.

4. The office of a member of a committee shall become vacant in the same circumstances as that of a member of the Board.

25. 1. The committee on discipline shall hear in first instance any complaint made against a member of the Association for violation of the by-laws or this act.

2. For the purpose of deciding a complaint, the committee on discipline shall hear the parties or afford them a reasonable opportunity to be heard, the procedure for such purpose to be established by by-law. For the summoning and interrogation of witnesses and the production of documents, it shall have the same powers as the Superior Court; any refusal by a person summoned to appear or by a witness to be sworn or to answer questions legally put or to produce the documents that he is legally bound to produce shall be punishable upon summary petition addressed to the Superior Court, as if such refusal had taken place before the said court. Otherwise the rules of the Code of Civil Procedure shall apply

que ni l'inculpé ni son épouse ne peuvent être contraints de témoigner.

Témoins.

3. Le témoin devant le bureau de discipline est tenu de répondre à toutes questions, nonobstant les articles 331 et 332 du Code de procédure civile. Son témoignage est privilégié et ne peut être retenu contre lui devant aucune cour de justice. Toute personne au courant de ce témoignage est tenue au secret, sauf le droit des officiers et des membres du Conseil ou du surintendant des assurances d'en être informés dans l'exécution de leurs fonctions.

Témoignages sténographiés.

4. A moins que le plaignant et l'inculpé ne renoncent expressément à l'appel de la décision du bureau de discipline, tous les témoignages sont pris par sténographie.

Peines disciplinaires.

5. Si le bureau de discipline trouve la plainte bien fondée en tout ou en partie, il peut par sa décision condamner l'inculpé à une réprimande, à une amende, à la suspension pour une période déterminée ou même à l'expulsion, ainsi que dans tous les cas, aux frais occasionnés par la plainte et l'enquête, établis suivant un tarif édicté par règlement, ou à toute partie de ces frais; les déboursés occasionnés par toute investigation qui a conduit à la plainte ou par la préparation de l'enquête peuvent faire partie de ces frais.

Délai d'exécution.

6. La décision du bureau de discipline devient exécutoire quinze jours après la mise à la poste sous pli recommandé d'une copie certifiée par le directeur général, à la dernière adresse de l'inculpé inscrite au registre de l'Association.

Appels au Conseil.

7. Dans ce délai, l'inculpé ou le plaignant, selon le cas, peut appeler au Conseil de la décision du bureau de discipline en transmettant sous pli recommandé au directeur général un avis écrit à cet effet.

Suspension.

8. L'appel suspend l'exécution de la décision.

Audience.

9. L'appel est entendu par le Conseil sur le dossier constitué devant le bureau de discipline, le Conseil ne pouvant entendre aucune preuve additionnelle.

Décision du Conseil.

10. Le Conseil peut soit confirmer la décision du bureau de discipline, soit la modifier en rendant la décision que celui-ci aurait dû rendre ou casser la décision et

mutatis mutandis, except that neither the accused nor his wife can be compelled to testify.

3. A witness before the committee on discipline must answer all questions, notwithstanding articles 331 and 332 of the Code of Civil Procedure. His testimony shall be privileged and cannot be set up against him in any court of justice. Every person cognizant of such testimony is bound to secrecy, saving the right of the officers and members of the Board or the Superintendent of Insurance to be informed thereof in the performance of their duties.

4. Unless the complainant and the accused expressly renounce the right of appeal from the decision of the committee on discipline, all the evidence shall be taken down by stenography.

5. If the committee on discipline finds that the complaint is well founded in whole or in part, it may by its decision condemn the accused to a reprimand, a fine, suspension for a stated period or even expulsion, with in all cases the costs incurred for the complaint and the inquiry, established according to a tariff established by by-law, or to any part of such costs; the disbursements occasioned by any investigation that led to the complaint or by the preparation of the inquiry may form part of such costs.

6. The decision of the committee on discipline shall become executory fifteen days after the posting by registered mail of a copy certified by the manager, directed to the last address of the accused entered on the register of the Association.

7. Within the same delay the accused or the complainant, as the case may be, may appeal to the Board from the decision of the committee on discipline by sending by registered mail to the manager a written notice to that effect.

8. The appeal shall suspend the execution of the decision.

9. The appeal shall be heard by the Board on the record constituted before the committee on discipline, and the Board shall not hear any additional proof.

10. The Board may either confirm the decision of the committee on discipline, or amend it by rendering the decision that such committee should have rendered,

Witnesses.

Evidence by stenography.

Disciplinary penalties.

Delay for execution.

Appeal to Board.

Execution stayed.

Hearing.

Decision of Board.

renvoyer le dossier devant le bureau de discipline pour qu'il soit procédé à une nouvelle enquête.

Appel au
surinten-
dant des
assuran-
ces.

11. Toute décision du Conseil sur appel du bureau de discipline est susceptible d'appel au surintendant des assurances et les paragraphes 6, 7, 8, 9 et 10 s'appliquent à cette décision et à cet appel *mutatis mutandis*.

or quash the decision and send the record back to the committee on discipline in order that a new inquiry may be held.

11. Any decision of the Board on an appeal from the committee on discipline may be appealed to the Superintendent of Insurance and subsections 6, 7, 8, 9 and 10 shall apply to such decision and appeal, *mutatis mutandis*.

Appeal
to Super-
intendent
of In-
surance.

Suspen-
sion pour
défaut de
cautionne-
ment, etc.

26. Lorsqu'une plainte est portée contre un membre parce qu'il a fait défaut de rendre compte ou de remettre des primes perçues pour le compte d'un assureur, le président du bureau de discipline ou le bureau de discipline lui-même peut, s'il considère la plainte bien fondée, décréter la suspension du membre inculqué à moins qu'il ne fournisse immédiatement, à la satisfaction du président ou du bureau, un cautionnement ou une garantie du paiement de tout montant dû en raison des faits relatés dans la plainte.

Avis.

Avis de la décision doit être donné sans délai à l'inculpé.

Durée de
la sus-
pension.

La suspension demeure en vigueur jusqu'au jugement définitif sur la plainte mais elle peut, dans l'intervalle, être levée, modifiée ou rétablie par le bureau de discipline suivant les circonstances.

26. When a complaint is made against a member because he has failed to render account or to remit premiums collected for an insurer, the chairman of the committee on discipline or the committee on discipline itself may, if the complaint is considered well-founded, order that the accused member be suspended unless he furnishes forthwith, to the satisfaction of the chairman or committee, security or a guarantee for the payment of any amount due by reason of the facts alleged in the complaint.

Suspen-
sion
failing
security,
etc.

Notice of such decision must be given forthwith to the accused.

Notice.

The suspension shall remain in force until final judgment on the complaint but it may, in the meantime, be lifted, modified or reimposed by the committee on discipline according to circumstances.

Dura-
tion of
suspension.

Bureau de
discipline.

27. Le bureau de discipline est composé de pas moins de neuf ni plus de vingt membres et le quorum est de cinq membres.

Membres
exclus.

28. Lorsque le Conseil siège en appel d'une décision du bureau de discipline, ni le plaignant ni aucun membre du bureau de discipline ou du comité d'éthique professionnelle n'est admis à y siéger.

27. The committee on discipline shall be composed of not fewer than nine nor more than twenty members, and five members shall constitute a quorum.

Commit-
tee on dis-
cipline.

28. When the Board sits in appeal from a decision of the committee on discipline, neither the complainant nor any member of the committee on discipline or of the committee on professional ethics shall be permitted to sit thereon.

Members
excluded.

Comité
d'éthique
profession-
nelle.

29. 1. Le comité d'éthique professionnelle a pour fonctions d'enquêter et de faire rapport au Conseil sur toute question intéressant l'éthique professionnelle, la discipline ou la bonne renommée de l'Association et de ses membres; il a en outre pour fonctions d'examiner la conduite des membres de l'Association et, s'il y a lieu, de charger l'un de ses membres de porter plainte devant le bureau de discipline.

29. 1. The duties of the committee on professional ethics shall be to investigate and report to the Board on any question pertaining to professional ethics, discipline or the good name of the Association and its members; it shall also be its duty to examine the conduct of the members of the Association and if necessary instruct one of its members to lodge a complaint before the committee on discipline.

Commit-
tee on pro-
fessional
ethics.

Compo-
sition.

2. Le comité d'éthique professionnelle est composé d'au moins cinq membres, dont la majorité forme quorum.

2. The committee on professional ethics shall be composed of at least five members, a majority of whom shall constitute a quorum.

Composi-
tion.Infrac-
tion.

30. Commet une infraction toute personne autre qu'un membre en règle de l'Association qui

a) agit comme courtier d'assurances; ou
b) prend le titre de courtier d'assurances, de courtier d'assurances agréé (C. d'A.A.) ou de courtier d'assurances associé (C. d'A. Ass.) ou s'annonce comme tel.

30. Any person other than a member in good standing of the Association shall be guilty of an offence who

a. acts as an insurance broker; or
b. assumes the title of insurance broker, chartered insurance broker (C.I.B.) or associate insurance broker (A.I.B.) or advertises himself as such.

Offence.

Courtier
d'assu-
rances.

31. Agit comme courtier d'assurances toute personne qui ne traitant pas avec un seul assureur ou un seul groupe d'assureurs sous gérance commune, fait pour autrui des affaires d'assurances autres que de l'assurance sur la personne

1° en négociant ou plaçant des risques,
2° en délivrant des polices,
3° en percevant des primes, ou
4° en recevant une commission ou une rémunération autre qu'un salaire.

31. Any person acts as an insurance broker who, not dealing with only one insurer or only one group of insurers under joint management, transacts for another or others insurance business other than insurance of the person

1. by negotiating or placing risks,
2. by delivering policies,
3. by collecting premiums, or
4. by receiving a commission or remuneration other than a salary.

Acting as
insurance
broker
defined.Excep-
tion.

Un agent d'assurance qui traite avec un seul assureur ou un seul groupe d'assureurs sous gérance commune n'agit pas comme courtier en faisant les actes ci-dessus énumérés, à l'égard d'un risque qu'il place par l'entremise du Plan d'assignation de risques-automobiles à la suite d'un refus ou résiliation par l'assureur ou groupe d'assureurs qu'il représente.

An insurance agent who deals with only one insurer or only one group of insurers under joint management does not act as a broker by doing the things listed above with respect to a risk which he places through the Automobile Assigned Risk Plan following a refusal or cancellation by the insurer or group of insurers whom he represents.

Excep-
tion.Droits
sauve-
gardés.

Rien dans le présent article ne porte atteinte au droit d'une compagnie d'assurances ou d'un assureur de faire affaires pour son compte ou de faire de la réassurance.

Nothing in this section shall affect the right of an insurance company or insurer to transact business in its or his own name or to effect reinsurance.

Rights
safe-
guarded.Personnes
non vi-
sées.

32. Le paragraphe a de l'article 30 ne s'applique pas

1° à un notaire en exercice;
2° à une personne qui a le droit de devenir membre de l'Association en vertu du paragraphe c de l'article 9 tant qu'elle conserve ce droit;

3° à une corporation ayant son siège social ou un bureau d'affaires permanent dans la province et dont la majorité des actions ayant droit de vote en toutes circonstances sont la propriété d'une ou plusieurs personnes dont chacune est soit un membre en règle de l'Association, soit la

32. Paragraph a of section 30 shall not apply

1. to a practising notary;
2. to any person entitled to become a member of the Association under paragraph c of section 9 so long as he retains such right;

3. to a corporation having its corporate seat or a permanent business office in the Province and the majority of whose shares carrying the right to vote in all circumstances are the property of one or more persons each of whom is either a member in good standing of the Association, or

Persons,
etc., ex-
empted.

succession, le conjoint ou un enfant d'un membre de l'Association qui est décédé depuis moins de cinq ans, ce délai pouvant être dans certains cas étendu par le surintendant des assurances, et était membre en règle lors de son décès pourvu que la ou les personnes qui effectivement ont la direction des affaires de la corporation soient membres en règle de l'Association;

4° à une corporation qui a son siège social ou un bureau d'affaires permanent dans la province, n'a jamais été une corporation à laquelle s'applique le paragraphe 3°, lors de l'entrée en vigueur de la présente loi faisait affaires légalement dans la province comme courtier d'assurances et n'a pas subséquemment cessé pour une période de plus de trente jours de détenir une licence d'agent d'assurances.

the estate, consort or a child of a member of the Association who has been dead for less than five years, which delay may in certain cases be extended by the Superintendent of Insurance and was a member in good standing at the time of his death, provided that the person or persons effectively managing the affairs of the corporation are members in good standing of the Association;

4. to a corporation which has its corporate seat or a permanent business office in the Province, has never been a corporation to which paragraph 3 applies, at the coming into force of this act was legally carrying on business in the Province as an insurance broker and has not subsequently ceased for a period of more than thirty days to hold an insurance agent's license.

Employés
de mem-
bres, etc.

33. Les actes mentionnés aux paragraphes 1°, 2° et 3° de l'article 31 peuvent être accomplis par toute personne employée d'un membre en règle ou d'une personne ou corporation remplissant les conditions mentionnées à l'article 32, pourvu que ces actes soient accomplis pour le compte de l'employeur et non pour le compte personnel de l'employé.

33. The acts mentioned in paragraphs 1, 2 and 3 of section 31 may be performed by any person employed by a member in good standing or by a person or corporation fulfilling the conditions mentioned in section 32, provided that such acts are performed for the account of the employer and not for the personal account of the employee.

Em-
ployees of
members,
etc.

Réclame.

34. Toute personne ou corporation à laquelle s'applique l'article 32 peut s'annoncer comme courtier d'assurances.

34. Every person or corporation that section 32 applies to may advertise as an insurance broker.

Adver-
tising.

Fardeau
de preuve.

35. Dans toute poursuite pour infraction à la présente loi, le fardeau de prouver qu'il a le droit de bénéficier de l'article 32 incombe au défendeur.

35. In any proceeding for infringement of this act, the burden of proving that he is entitled to avail himself of section 32 shall be upon the defendant.

Burden
of proof.

Peines.

36. Toute infraction à l'article 30 est punissable d'une amende de cinquante à cent dollars pour une première infraction et de deux cents à cinq cents dollars pour toute infraction subséquente, dans les deux ans. Ces amendes doivent être doublées quand le contrevenant est une corporation.

36. Every offence against section 30 shall be punishable by a fine of fifty to one hundred dollars for a first offence and of two hundred to five hundred dollars for each subsequent offence within two years. Such fines shall be doubled when the offender is a corporation.

Penalties.

Droit à
rémuné-
ration
refusé.

37. Aucune personne agissant en violation de l'article 30 n'a droit de réclamer ou de recevoir une rémunération par voie de commission ou autrement, pour les affaires d'assurance transigées par elle en violation de cet article.

37. No person acting in violation of section 30 shall be entitled to claim or receive any remuneration in the form of a commission or otherwise, for insurance business transacted by him in violation of such section.

Right to
remunera-
tion
denied.

Percep-
tion des
amendes.

38. Les amendes prévues par la présente loi peuvent être réclamées par action civile ordinaire au nom de l'Association devant la Cour supérieure ou la Cour de magistrat, suivant le cas, eu égard au montant et au nombre des peines réclamées.

Procé-
dure.

Les procédures ainsi intentées sont régies par les dispositions du Code de procédure civile relatives aux matières sommaires.

Idem.

Aucun cautionnement n'est exigible de la part de l'Association.

Exécu-
tion.

39. A défaut de paiement immédiat ou dans le délai fixé par le jugement, l'amende et les frais peuvent être prélevés par voie de saisie et vente des biens du défendeur ou s'ils ne sont pas ainsi prélevés, le défendeur doit être incarcéré dans la prison commune du district pour une période n'excédant pas quatre-vingt-dix jours à moins que cette amende et ces frais ne soient plus tôt payés.

Propriété
des
amendes.

40. Toutes les amendes payables en vertu de la présente loi appartiennent à l'Association.

Liste des
membres.

41. L'Association doit publier chaque année la liste de ses membres en règle et donner au surintendant des assurances avis sans délai de tout changement dans cette liste; elle doit de plus à son bureau communiquer cette liste et tout changement à toute personne qui en fait la demande.

Surveil-
lance.

42. L'Association est soumise à la surveillance du surintendant des assurances.

Pouvoirs
du surin-
tendant
des assu-
rances.

Celui-ci peut exercer le pouvoir de suspendre un membre de l'Association de la même manière et aux mêmes conditions qu'il peut suspendre une licence d'agent d'assurance. Il doit donner avis de cette suspension au directeur général en même temps qu'à l'inculpé.

Bureau
d'avi-
seurs.

43. 1. Il y a un bureau d'aviseurs, composé de quatre membres nommés annuellement par le surintendant des assurances, dont deux le sont sur recommandation du Conseil parmi les membres en règle, et deux sur la recommandation de la

38. The fines provided by this act may be claimed by ordinary civil action in the name of the Association before the Superior Court or Magistrate's Court, as the case may be, according to the amount and the number of the fines claimed.

Recovery
of fines.

Proceedings so taken shall be governed by the provisions of the Code of Civil Procedure respecting summary matters.

Pro-
cedure.

No security shall be exigible from the Association.

Idem.

39. Failing payment forthwith or within the delay fixed by the judgment, the fine and costs may be recovered by seizure and sale of the property of the defendant or if they are not so recovered, the defendant shall be imprisoned in the common gaol of the district for a period not exceeding ninety days unless such fine and costs are sooner paid.

Execu-
tion.

40. All fines payable under this act shall belong to the Association.

Owner-
ship of
fines.

41. The Association shall publish each year a list of its members in good standing and notify the Superintendent of Insurance promptly of every change in such list; it must also give communication at its office of such list and any change to any person applying therefor.

List of
members.

42. The Association shall be under the supervision of the Superintendent of Insurance.

Super-
vision.

The latter may exercise the power of suspending a member of the Association in the same manner and on the same conditions as he may suspend an insurance agent's license. He shall give notice of such suspension to the manager at the same time as to the accused.

Powers of
Superin-
tendent of
Insu-
rance.

43. 1. There shall be a board of advisers composed of four members appointed annually by the Superintendent of Insurance, two of them on the recommendation of the Board from among the members in good standing, and two on

Board of
advisers.

Fédération des Assureurs au Canada.

Devoirs.

2. Le bureau d'aviseurs assiste le surintendant des assurances lorsque ce dernier siège en appel des décisions du Conseil dans les cas prévus au paragraphe 11 de l'article 25 ainsi que dans tous les cas d'admission de nouveaux membres ou de réadmission de membres qui ont cessé d'exercer.

Dispositions non modifiées.

44. Les dispositions de l'article 133 de la Loi des assurances de Québec ainsi que les autres dispositions de ladite loi ne sont aucunement modifiées par la présente loi.

Droits sauvegardés.

45. Rien dans la présente loi n'autorise l'Association à réglementer les taux de commissions payables à ses membres par les assureurs, ni les autres conditions des contrats d'agences entre ses membres et les assureurs.

1946, c. 90, ab.

46. La loi 10 George VI, chapitre 90, est abrogée.

Entrée en vigueur.

47. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

the recommendation of the All Canada Insurance Federation.

2. The board of advisers shall assist the Superintendent of Insurance when he sits in appeal from decisions of the Board in the cases provided for in subsection 11 of section 25 and in all cases of admission of new members or readmission of members who have ceased to practise.

44. The provisions of section 133 of the Quebec Insurance Act and the other provisions of the said act are in no way amended by this act.

45. Nothing in this act shall authorize the Association to regulate the rates of commissions payable to its members by insurers or the other conditions of agency contracts between its members and insurers.

46. The act 10 George VI, chapter 90, is repealed.

47. This act shall come into force on the day of its sanction.